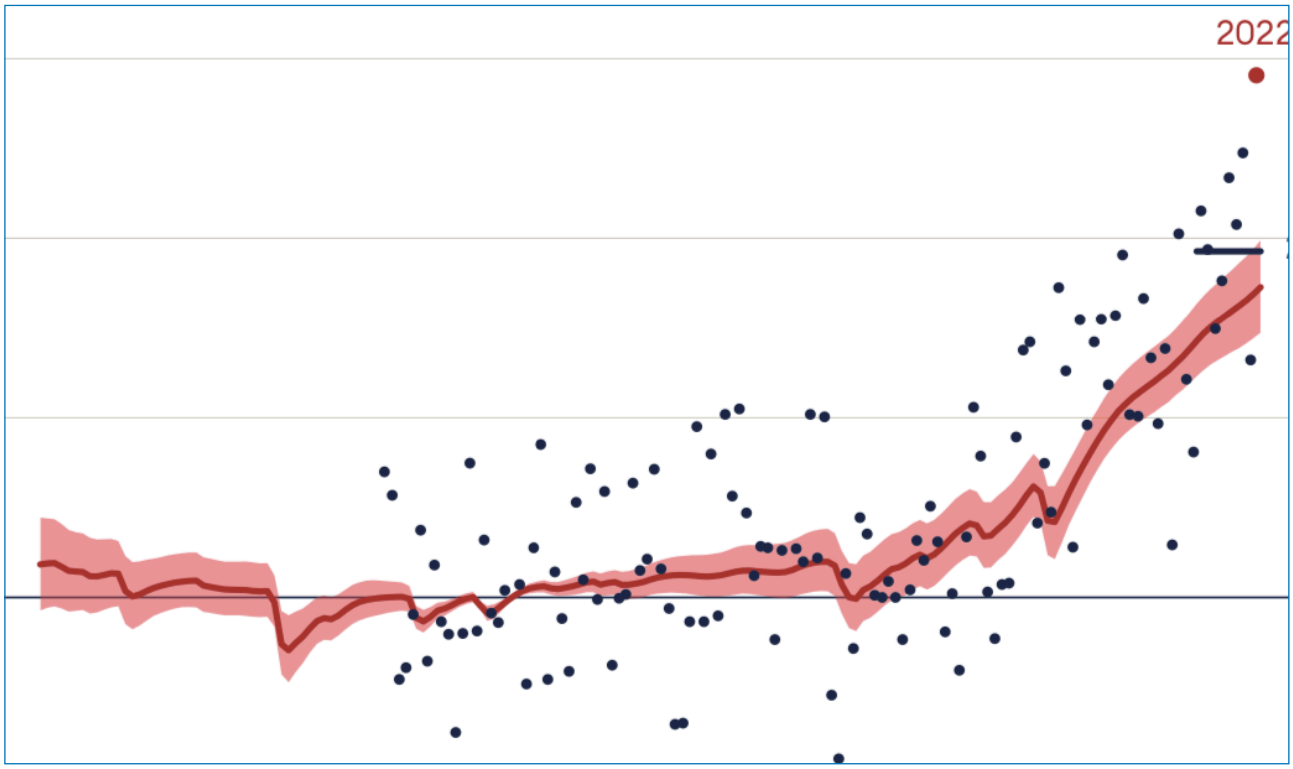
7 juillet 2023

Le Haut conseil pour le climat fustige l'inaction de la France devant le changement climatique

Dans son rapport annuel 2023, le Haut conseil pour le climat de la France souligne l'urgente nécessité de mobiliser les ressources et mettre en œuvre les actions résolues requises pour faire face à la crise climatique en cours.

L'année 2022 a été marquée, en France comme ailleurs dans le monde, par une accélération du dérèglement climatique : chaleur record (+2,9 °C par rapport à 1900-1930 selon les données de Météo-France) et sécheresse (25 % de déficit pluviométrique par rapport à 1991-2020). Cette situation augure d'un réchauffement accéléré du climat en France (Fig. 1).

Fig. 1 Anomalie de température en moyenne annuelle observée en France métropolitaine



Source : Haut conseil pour le climat, 2023

Les conditions météorologiques inédites de 2022 ont eu des conséquences dramatiques : chute de la production agricole entre 10 et 30 % pour certaines filières, baisse de 20 % de la production hydroélectrique, faible recharge des nappes phréatiques, diminution de la reproduction de certains oiseaux et amphibiens, tensions sur l'approvisionnement en eau potable, dommages aux bâtiments, incendies et chute de la productivité des forêts (et de leur rôle de puits de carbone), décès dus aux vagues de chaleur, etc.

Face à ces faits, le Haut conseil note que la baisse des émissions de GES en France est restée modeste (-2,7 % par rapport à 2021) et moitié moindre de ce qu'elle devrait être pour atteindre les objectifs fixés pour 2030. Cette faible baisse est préoccupante, car elle résulte en grande partie d'un hiver doux et d'une diminution des activités dans certains secteurs (bâtiment et industrie notamment).

Le Haut conseil souligne le caractère fragmenté, par secteur, des stratégies mises en œuvre par l'État et l'absence d'une politique économique d'ampleur et de ressources suffisantes pour être en mesure de déclencher les changements requis pour faire face au défi climatique[1].

On pourrait ajouter à ce constat que rien n'est vraiment fait pour encourager la mobilisation de la population à agir non seulement dans le domaine de la production, mais aussi dans celui de la consommation, afin de provoquer les modifications de comportement nécessaires dans tous les aspects de la vie en vue de réduire les émissions et de s'adapter au changement climatique.

Lafaimexpliquee.org a eu l'occasion de faire des propositions à ce sujet, notamment en responsabilisant chacun selon ses moyens à l'aide d'un compte d'émissions de GES par ménage [lire].

Pour ce qui est de l'adaptation au changement climatique, on peut regretter le manque de cohérence dans les politiques publiques. Deux exemples illustrent cette faiblesse. Le premier concerne les encouragements au développement de l'irrigation (par exemple par la multiplication des grandes bassines) dans une situation où la disponibilité en eau est appelée à diminuer - au lieu de pousser au remplacement des cultures peu adaptées au climat (comme l'emblématique maïs) par des cultures plus appropriées. Le second a trait au projet de construction de centrales nucléaires supplémentaires qui demandera, pour les refroidir, des quantités plus grandes d'eau puisée dans les fleuves et rivières, alors que le régime des cours d'eau deviendra plus variable - sans compter l'impact que le réchauffement de leur eau aura sur leur faune et leur flore.

Bref, la France est loin d'être sur une trajectoire lui permettant à la fois de réduire ses émissions de GES et leur conséquence sur le changement climatique mondial, et de s'adapter à l'évolution considérable du climat à laquelle on voit de moins en moins comment l'on pourrait échapper.

Le gouvernement sera-t-il à la hauteur du défi ? On peut sérieusement en douter !

———————————————-

Pour en savoir davantage :

- Haut conseil pour le climat, Acter l'urgence – Engager les moyens, Rapport annuel 2023, 2023.

[1] Comme en témoigne l'accueil assez froid fait au rapport de Jean Pisani-Ferry qui avançait quelques recommandations concrètes (écouter son interview dont, malheureusement, certains passages sèment la confusion et suscitent la perplexité, venant d'un économiste reconnu).

Sélection de quelques articles parus sur lafaimexpliquee.org liés à ce sujet :

- En dehors des sentiers battus – une solution pour diminuer les GES en réduisant les inégalités, Changer de paradigme : pensez les crises et leurs solutions en dehors des sentiers de la pensée économique traditionnelle, 2022.
- Le climat change,... l'alimentation et l'agriculture aussi, 2021.
- France : Quarante pour cent des gaz à effet de serre produits pour satisfaire la demande des ménages et des entreprises sont émis à l'étranger, 2020.
- Les inégalités de revenu affectent le niveau d'émission des gaz à effet de serre et la vulnérabilité aux conséquences du changement climatique, 2020.
- Lutter contre le changement climatique au quotidien, 2020.